

# ***SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX***

## **« ETANGS LITTORAUX BORN ET BUCH »**

### **COMMISSION LOCALE DE L'EAU**

***Séance Plénière du 4 Mai 2009***

#### ***DELIBERATION***

Président : M. Xavier FORTNON

Présents : *Elus* : M. Guy DUCOURNAU, M. Jean-Marc BILLAC, M. Bernard COMET, M. Daniel PONS, M. Gilles LABORDE, M. Jean Jacques LOUPIT, M. Patrick VAN HEESWYCK, M. Michel MANSART (représentant la commune d'Aureilhan)

*Usagers* : M. Vincent VILLENAVE, M. Michel LACLAU, Mme DAGREOU M. Michel VINCENT, M. Marc LAMOTHE, M. Georges CINGAL, M. Jacques LAFARGUE

*Etat* : Mme Claudine LACROIX, Mme Elodie COUPE. M. Olivier LAURIN, M. Hervé GUMEZ, Mme Rachel BOURBON, M. Patrick BOURANDY.

Absents : *Elus* : Mme Janine JARNAC, M. Jean Louis PEDEUBOY, M. Christian GAUBERT, M. André CASTANDET, M. Michel ALEGRE, M. Patrick SABIN, Mme Michèle BIROCHAU, M. Christian HARAMBAT, M. Lucien CAUDRON, M. Marc DUCOM, M. Francis CAZIS, M. François GAUTHIER

*Usagers* : M. Bernard BOYAU, M. Peter SIDER, M. Christian RACLOT, M. Victor ALCARAZ, M. Olivier DEMAY, Mme Christine GOOD.

*Etat* : Service Police l'Eau de la Gironde.

*Agents techniques des organismes siégeant à la CLE* : Mme Magali DASSE, M. Joël EOCHE, Mlle Sophie HALM, M. David BRIANCON, M. Lionel FOURNIER, Mme Anne BORDESOUILLES.

*Membres associés* : Mme Milène GRAPPERON, Mlle Marine HEDIART, M. Jean-Marie TOURON, M. Gérard PELISSIER-HERMITTE, M. Frédéric GAUTHIER.

---

**OBJET : Avis sur les projets de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et de Programme De Mesures 2010-2015 du Bassin Adour-Garonne.**

---

**Votants : 21    dont Pouvoirs : 1**

**Voix      Pour : 16      - Voix contre : 0      - Abstention : 5**

---

**La Commission Locale de l'Eau,**

VU la Directive - Cadre Européenne sur l'Eau n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU la loi de programme des engagements du Grenelle Environnement ;

VU les projets de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et du Programme de Mesures 2010-2015, adopté par le comité de Bassin présentés par les services de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne ;

VU les modalités de consultation approuvées par le comité de Bassin du 1<sup>er</sup> Décembre 2008 ;

APRES en avoir débattu,

### **A P P R O U V E :**

- Les objectifs généraux du SDAGE déclinés au travers des six grandes orientations et appuie en particulier celles visant à « privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire », compte tenu du contexte du bassin versant des étangs littoraux Born et Buch, concerné particulièrement par les dispositions propres aux enjeux des milieux littoraux.

### **D E P L O R E :**

- que l'appropriation par les acteurs de l'eau du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et du Programme de Mesures 2010-2015 soit compromise par la complexité de la structure de ces documents et du manque de lien logique direct entre la politique de l'eau Adour-Garonne (SDAGE) et sa mise en œuvre (PDM) ;
- l'absence d'un engagement financier de l'Etat en corrélation avec les objectifs affichés dans le projet de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et du Programme de Mesures 2010-2015, reportant ainsi les efforts financiers principalement sur les collectivités et les particuliers ;
- que le principe « pollueur-payeur » ait été écarté de l'évaluation économique occultant toute recherche d'une fiscalité incitative ou de solutions pour un partage équilibré des coûts ;
- Que le principe « de réduction des pollutions à la source » ne transparaisse pas plus dans les objectifs et les mesures du SDAGE et du PDM.
- Que les coûts ne soient pas donnés pour chaque mesure, considérant que cette information est indispensable pour juger de la pertinence et de l'efficacité des propositions faites ;
- la non prise en compte d'informations et d'avis émanant des divers organismes siégeant au sein de la Commission Locale de l'Eau et transmis au cours des travaux d'état des lieux et d'élaboration du projet de SDAGE.

### **S ' I N T E R R O G E :**

- en l'absence de précision claire, sur la valeur pour le bassin versant des étangs littoraux Born et Buch, des mesures figurant dans le répertoire du PDM de Bassin (annexe 2 du PDM) mais ne figurant pas dans la fiche spécifique de l'UHR « lacs étangs littoraux landais » (PDM, annexe 4, page 136) ;
- par conséquent, sur les critères de sélection des mesures du PDM de Bassin propres à l'UHR et liste les mesures du PDM de Bassin concernant le périmètre du SAGE en annexe au présent avis ;
- sur le sens de certaines mesures (PDM mesures Prel-1-06 « définir les critères des gestion(s) des ouvrages

dans les marais » - Gouv-2-10 « favoriser l'amélioration des réseaux de collecte des eaux usées ou pluviales ») ;

## **EMET LES REMARQUES SUIVANTES :**

*Dont le détail et l'argumentaire figurent en annexe.*

- certains zonages du SDAGE sont en contradiction avec la réalité des enjeux et/ou avec les limites d'unités cohérentes de fonctionnement des milieux aquatiques (bassin versant, lac, corridors biologiques), de plus il y a des incohérences entre les zonages du SDAGE et ceux figurants dans la fiche de l'UHR « Etangs lacs et littoral Landais » (PDM p 136) ;
- les enjeux indiqués dans la fiche de l'UHR « Etangs lacs et littoral Landais » (page 138 du PDM) ne sont pas satisfaisants : la maîtrise des prélèvements ne se restreint pas uniquement au secteur agricole et l'enjeu d'une gestion hydraulique coordonnée et intégrée mériterait d'être mentionné.
- l'enjeu de la sensibilité des plans d'eau à l'eutrophisation et notamment à l'augmentation des teneurs en phosphore est négligé dans le SDAGE et le PDM, uniquement abordé sous l'angle de la pollution dues aux élevages qui n'est d'une part pas la seule source majeure (sur le bassin versant du SAGE) et d'autre part qui ne permet pas de traiter totalement cette problématique, une mesure relative à la protection spécifique des plans d'eau quant aux déséquilibres liés aux apports de phosphore serait mieux adaptée ;
- la logique adoptée pour l'évaluation économique et la ventilation des coûts rend l'analyse confuse (PDM page 17 et suivantes) : les quatre catégories (bon état, mesures du SDAGE, directives européennes, politique générale) se recoupent à priori, le SDAGE devant concourir aux objectifs de la politique générale de bassin et le PDM permettre de mettre en œuvre le SDAGE et au minimum permettre d'atteindre les objectifs européens (directives européennes sectorielles et DCE). La répartition des coûts suivant les 6 grandes orientations du SDAGE donneraient en revanche un éclairage utile pour identifier les enjeux et la nature des actions sur lesquels devraient se porter les efforts financiers ;
- Les documents cartographiques et les bases de données rattachées au SDAGE et au PDM comportent des imprécisions dans l'organisation et l'identification des masses d'eau, pouvant poser des problèmes ultérieurs de circulation des données, de localisation des actions ou de cohérence des informations.
- La disposition C25 « Gérer les peuplements piscicoles en cohérence avec les objectifs de préservation des milieux du SDAGE » est certes souhaitable s'agissant de la lutte contre les espèces invasives et le rétablissement des équilibres biologiques mais ne saurait être sans conséquence sur la pêche loisir. L'interdiction d'alevinage est limité aux « masses d'eau en bon ou très bon état écologique » et aux « cours d'eau remarquables en dehors des programmes concertés de restauration patrimoniale des populations piscicoles et des PDPG » mais dans l'hypothèse de l'atteinte des objectifs de bon état au plus tard en 2027, il est à craindre que tout alevinage soit finalement interdit. Cette disposition, sans compensation financière, pourrait mettre en péril la pêche loisir locale et par conséquent les fédérations et les associations agréées de pêche, qui sont pourtant des acteurs essentiels de la préservation des milieux aquatiques. Les cours d'eau landais sur sol sableux, aux eaux acides et pauvres ont en effet un faible potentiel piscicole naturel et ont un intérêt halieutique faible sans introductions ponctuelles. Il est important par ailleurs que tout alevinage respecte un protocole rigoureux visant notamment la sauvegarde de l'état sanitaire des peuplements existants (disposition C26 et application du guide pratique en cours d'élaboration sur le bassin Adour Garonne).

## **PROPOSE :**

*Précisions en annexe.*

- qu'une disposition complémentaire soit formulée dans le SDAGE rattachée à l'orientation A « créer les conditions favorables à une bonne gouvernance » et en particulier à la disposition (A 14) « rechercher la synergie des moyens », visant à inciter les porteurs de projet et les services de l'Etat à améliorer la coordination des démarches territoriales se rejoignant sur des objectifs communs du SDAGE et en particulier : SAGE, Natura 2000, Agenda 21, SCOT, politique des Pays et des Parcs Naturels Régionaux, plans de protection des paysages (cette disposition pourrait aussi trouver sa place dans l'orientation F « privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire ») ;
- l'ajout de cinq mesures complémentaires dans le répertoire de mesures du PDM :
  - l'une rattachée, à la catégorie « Connaissance » et portant sur l'études des débits d'objectif et niveaux de plans d'eau minimaux et maximaux,
  - 3 autres rattachées à la catégorie « prélèvements et gestion quantitative » et portant sur la nappe superficielle et l'impact des prélèvements et sur le fonctionnement et la gestion hydraulique des hydrosystèmes,
  - la dernière rattachée à la catégorie « gouvernance » et portant sur l'organisation de la concertation de la gestion hydraulique et la formalisation et le suivi d'engagements collectifs et réglementaires.
- des compléments dans les « maîtrises d'ouvrage » spécifiées pour chacune des mesures, notamment les mesures visant la restauration et la préservation des fonctionnalités des cours d'eau ;
- des reformulations de mesures (PDM Mesure Conn-1-02, « mettre en place un système opérationnel de suivi de la qualité des eaux [...] »)

## **DEMANDE :**

- des réponses aux questionnements énoncés
- la prise en compte de cet avis, des propositions et des remarques émises
- que soit envisagé si besoin est, la révision effective du contenu des documents soumis à consultation.

## **DECIDE :**

- d'émettre un avis réservé aux projets de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et de Programme de Mesures 2010-2015 Adour Garonne, compte-tenu, d'une part du déficit de l'engagement de l'Etat aux regards des objectifs affichés et de l'absence de solution financière visant une application équilibrée du principe pollueur-payeur, et d'autre part des incohérences de certaines dispositions du SDAGE et mesures du PDM et de leurs zonages, avec la réalité des enjeux et des milieux aquatiques du Bassin versant des étangs littoraux Born et Buch.

Le Président,



Xavier FORTINON